

INTERVENTION DE JEAN-MICHEL BOUCHERON

Député d'Ille et Vilaine
Responsable « Défense » du groupe socialiste

Novembre 2002

Monsieur le Président,
Madame la Ministre,
Mes chers collègues,

Madame la Ministre, il serait malhonnête de dire que votre budget est un mauvais budget si on se base sur des critères stricts d'organisation de notre Défense,.

Ce budget peut être regardé sous plusieurs facettes.
Certaines donnent une image positive, d'autres une image négative, d'autres enfin une image floue.

Je commencerai par les aspects positifs.

Il est incontestable que l'augmentation sensible du titre V (11 %) dans le budget de la Défense était une nécessité, était un moment attendu par nos forces et par les observateurs internationaux.

L'Europe de la Défense, si elle veut respecter les objectifs fixés à Helsinki, doit en effet, se construire.

Notre partenaire allemand aujourd'hui, reste à convaincre d'engager les efforts nécessaires à la construction d'une Europe puissance, que nous appelons de nos vœux, capable de défendre ses propres valeurs.

La nouvelle politique militaire américaine extrêmement agressive sur le plan financier, sur le plan de la recherche, sur le plan doctrinal, se traduit par une hausse massive du budget de la Défense et oblige évidemment l'Europe sinon à entrer dans la course, au moins à affirmer sa présence dans les domaines stratégiquement clés.

La situation internationale enfin, en voie de déstabilisation par la montée du terrorisme et le non règlement du conflit proche oriental nous conduit à nous doter des moyens de la vigilance.

Il fallait que la France donne un signe à ses partenaires européens sur la nécessité d'accroître son effort de Défense. Celui-ci ne doit pas être interprété

uniquement comme une réponse aux menaces, c'est la crédibilité et la place de l'Europe face aux Etats-Unis qui est en jeu.

Mais votre budget a aussi de nombreux aspects négatifs.

Le principal, le plus impressionnant est son aspect virtuel. Est-il sincère ? L'ensemble du monde de la Défense se pose cette question. Est-il réaliste ? Sur ce point, personne ne se pose la question.

En effet, la loi de finances est basée sur une hypothèse de croissance de + 2,5 %, ce qui de toute évidence ne correspond pas à la réalité ; le déficit atteindra 2,6 % du PNB, ce qui est important et rend impossible le respect du pacte de stabilité y compris en 2006.

A un moment ou à un autre en 2003 un clash budgétaire va intervenir, la Défense en sera-t-elle victime ?

A quelle date seront annoncés les premiers gels de crédits ? Mars ou avril ? A quelle date les premières annulations de crédits ? Juin ou septembre ?

Si l'on descend dans le détail budgétaire, je citerai trois chiffres : les 190 millions d'euros de BCRD qui risquent fort d'être financés aux dépens du budget de l'armée de terre, s'il n'y a pas l'ouverture des crédits correspondants dans le collectif de décembre.

D'autre part, l'énorme masse d'autorisations de programmes (4,2 milliards d'euros) que vous attendez au collectif pour le Rafale seront-ils au rendez-vous ? Enfin, les 1,2 milliard de reports de charges pour l'année 2002 dus aux OPEX et divers dédits, s'ils ne sont pas financés au collectif, ponctionneront dans deux mois, par des gels de crédits, le budget 2003 que nous sommes en train de discuter.

Que devons-nous voter aujourd'hui ? Vos intentions, on pourrait les approuver, mais en réalité, en tant que responsable de l'opposition, nous nous devons de dire que le risque que ce soit un budget leurre est extrêmement important.

Il est de notre rôle de calmer les enthousiasmes qui pourraient se transformer en d'amères déceptions.

Nos partenaires européens aujourd'hui se réjouissent de vos intentions et celles-ci augmentent la crédibilité de la France, qu'en sera-t-il demain s'ils s'aperçoivent que tout cela n'était qu'un effet d'annonce ?

Bien entendu, Madame la Ministre, vous vous appuyez sur la volonté politique du Président de la République et vous avez raison. Tous les clignotants, tous les indicateurs vont dans le mauvais sens. Nous vous souhaitons de pouvoir compter sur la volonté du chef de l'Etat tout au long de l'application de ce budget et de la loi de programmation militaire.

Enfin, il y a les aspects flous de ce budget.

En effet, il s'inscrit dans le modèle d'armée 2015. Celui-ci a été défini en 1996 et il était basé sur un Livre Blanc lui-même rédigé en 1994, époque où l'on réaffirmait la nécessité d'une armée de conscription.

Admettons, Madame la Ministre, que ces références ne sont plus à l'ordre du jour et qu'il serait temps que nous réécrivions notre doctrine.

En un an, les américains ont produit la quadriennale review, la nouvelle posture stratégique, la nouvelle posture nucléaire. Trois documents majeurs qui révolutionnent la politique de Défense. Ils ont notamment annoncé leur intention de recourir à des frappes préventives, conventionnelles et nucléaires pour garantir leurs intérêts de sécurité.

Ils ont délibérément tourné le dos à l'OTAN, à l'ONU, à l'Europe, aux traités de désarmement, à toute forme de multilatéralisme.

Les britanniques, pourtant souvent pris comme modèle à droite sont loin d'agir comme nous. L'équivalent de notre Livre Blanc, la Strategic Défense Review date de 1998. Ce document a depuis été régulièrement remis à jour. Cet été les britanniques ont ajouté le concept de la network centric capacity, c'est-à-dire la mise de tous les systèmes d'armes en réseau afin de réduire le temps qui s'écoule entre l'acquisition du renseignement et la décision.

L'augmentation des dépenses de Défense britanniques dans la spending review 2002 est complètement concentrée dans le domaine du C4R (commandement, contrôle, communication, computer, renseignement).

Les choses changent, pas nos choix fondamentaux, l'excuse de la cohabitation ne peut plus être invoquée face à cette absence stratégique.

Certes, un effort apparaît dans le domaine du renseignement, des drones, des communications.

Mais cet effort est-il à la hauteur des changements nécessaires ? Notre partenaire néerlandais suffit-il à qualifier ce projet de projet européen ?

On cherche dans ce budget, vainement, une avancée nouvelle dans le domaine de la politique européenne de Défense.

Certes, Madame la Ministre, nous en connaissons la difficulté.

Nous connaissons les tendances atlantistes de nos amis britanniques, spécialement en cette période. Nous connaissons les tendances au désengagement de la politique allemande, spécialement dans les circonstances actuelles.

Ne serait-il pas temps d'avancer des idées forces, des idées nouvelles, comme a pu le faire Laurent Fabius dans une récente interview où il proposait une logique fusionnelle des défenses françaises et allemandes et d'un certain nombre de

politiques dont la politique de sécurité. Là réside la véritable réponse au discours de Monsieur Joska Fischer.

Autant que la convention, le moteur franco-allemand reste la grande espérance d'une Europe politique.

Il manque incontestablement dans ce domaine un peu d'audace au Gouvernement auquel vous appartenez.

Il reste que nous devons nous prononcer sur ce budget.

La Défense ne peut pas se restreindre au militaire.

Une bonne politique d'organisation de nos forces serait durablement affaiblie par un décrochage économique et des dérapages sociaux.

Que signifierait aujourd'hui d'adopter un budget sur lequel nous avons beaucoup de doutes, à l'heure où les budgets d'éducation, de la recherche, et sociaux sont dépecés.

A quoi servirait aujourd'hui de voter une sorte de « lettre au Père Noël » ?

Nous connaissons les risques des ambitions trop hautes qui ne sont pas appuyées sur des moyens assurés et durables.

Madame la Ministre, nous souhaitons nous tromper mais les Français pourraient nous reprocher de ne pas les avertir.

L'analyse de notre groupe politique est globale. L'économique, le social, le militaire sont indissociables dans la cohésion d'une Nation et donc dans sa capacité de Défense.

Notre groupe politique a souhaité s'opposer à ce budget, trop d'indicateurs nous font douter de sa sincérité, trop de budgets essentiels à la cohésion sociale et donc à la force de notre Nation sont en recul grave.

Vous comprenez bien, Madame la Ministre, que cette analyse n'est en rien une critique de votre action ou de vos envies d'action.

C'est simplement que nous mesurons les formidables obstacles que vous allez rencontrer.

N'ayez aucun doute sur le fait que le groupe socialiste, quoi qu'il arrive, soutiendra les efforts qui participeront à la modernisation de nos forces, à la fidélisation des personnels de la Défense, à la construction d'une Défense européenne que nous appelons de nos vœux.